

# Document

## Le déficit budgétaire atteint 86,6 milliards d'euros en juin (12.08)

### **Reuters – 11.08**

Le déficit budgétaire de l'Etat français s'est accru de plus de 50 milliards d'euros à fin juin par rapport à la même période de 2008, à 86,6 milliards d'euros, sous l'effet de la crise qui rogne les recettes et accroît les dépenses.

A la fin juin 2008, le solde était de 32,8 milliards.

L'écart d'une année sur l'autre "s'explique principalement par le poids de la conjoncture économique sur l'évolution des recettes et, à hauteur de 21,5 milliards, par l'effet des différentes mesures de soutien de l'économie", précise le ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique dans un communiqué publié mardi.

Le déficit est en revanche en baisse symbolique par rapport au solde de la fin mai (88,7 milliards).

Le 30 juin, le ministre du Budget, Eric Woerth, avait déclaré à l'Assemblée nationale que le déficit de l'Etat atteindrait 125 à 130 milliards cette année, dont environ 85 milliards - les deux tiers - directement imputables à la crise.

A fin juin, les dépenses totales (budget général et prélèvements sur recettes) atteignaient 180,6 milliards d'euros contre 173,5 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 4,1%, selon les chiffres communiqués par le ministère.

Les dépenses exécutées au titre du plan de relance s'élevaient à 6,3 milliards. Ce montant comprend notamment le coût du versement début juin d'une prime de 150 euros aux trois millions de familles modestes avec enfants scolarisés (0,4 milliard) et les premiers remboursements anticipés de FCTVA - le Fonds de compensation de la TVA - aux collectivités territoriales (1,9 milliard).

"Hors plan de relance, les dépenses du budget général diminuent d'une année sur l'autre de 0,4 milliard et de 1,2 milliard à périmètre constant", souligne le ministère.

Cette baisse s'explique essentiellement par la réduction de la charge de la dette (-1,4 milliard par rapport à juin 2008), sous l'effet d'une évolution favorable des taux d'intérêt, et, ponctuellement, par un décalage dans le versement de certaines subventions à des opérateurs, précise-t-il.

L'augmentation du prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne (+0,8 milliard par rapport à 2008) explique plus de la moitié de la progression de 1,2 milliard du montant des prélèvements sur recettes hors plan de relance.

### **RECETTES EN BAISSÉ D'UN QUART**

Les recettes du budget général (nettes des remboursements et dégrèvements et hors prélèvements sur recettes) s'établissaient à 117,3 milliards à la fin juin contre 156,1 milliards un an plus tôt, soit une baisse de 38,8 milliards ou 25%.

Le produit des recettes fiscales nettes est ressorti à 108,5 milliards, en baisse de 35,6 milliards ou 24% sur un an.

"Cette baisse marquée s'explique par l'évolution défavorable de la conjoncture et, à hauteur de 8,9 milliards, par l'effet des mesures de soutien à la trésorerie des entreprises dans le cadre du plan de relance", indique le ministère.

Ces 8,9 milliards ont été distribués aux entreprises sous la forme de remboursements de crédits de TVA (3,3 milliards), de crédit d'impôt recherche (3,4 milliards) ou de reports en arrière de déficit d'impôt sur les sociétés (2,2 milliards).

Hors plan de relance, le produit des recettes fiscales est en baisse de 26,7 milliards par rapport à 2008 à périmètre constant (-18%). Ce résultat est marqué par la diminution des recettes de TVA (-7,3 milliards) et par le recul plus accentué des recettes d'IS (-17,3 milliards), en raison de la dégradation des résultats des entreprises en 2008.

"Sur ces deux impôts, les recettes constatées au 30 juin ne remettent pas en cause les fourchettes annoncées à l'occasion du débat d'orientation des finances publiques", soit 20-25 milliards pour l'IS et 120-122 milliards pour la TVA, note le ministère.

Le solde des comptes spéciaux (-23,4 milliards) affiche pour sa part une dégradation de 7,9 milliards "surtout liée au versement de 6,25 milliards d'euros de prêts aux constructeurs automobiles dans le cadre du Pacte automobile", ajoute le communiqué.

Le déficit public français, qui comprend aussi le solde budgétaire des administrations locales et de Sécurité sociale, a représenté 3,4% du produit intérieur brut en 2008 et le gouvernement s'attend à le voir grimper à plus de 7% en 2009.